

Il faut maintenant redresser la situation financière désastreuse de la France

Emmanuel Macron pourrait avoir encore de la chance. Il n'en a pas manqué depuis le début du lancement de son mouvement il y a un peu plus d'un an. Economiquement à droite mais intégrant des valeurs de gauche, il s'affirme comme un centriste « et de gauche et de droite ».

Politiquement, il a réussi à faire payer les responsables de la gauche et de la droite dite de gouvernement, des années de manque de courage. Il a maintenant tous les pouvoirs, ce qui est toujours un danger si on les utilise mal. Pour le moment, il est en bien meilleure position que ses prédécesseurs pour réaliser les réformes dont la France a besoin. Sa grande difficulté sera de ne pas céder devant les syndicats car il n'est pas facile d'être « en même temps » Jeanne d'Arc et Steve Jobs.

Economiquement, l'embellie conjoncturelle en Europe se confirme et sur le plan international, Emmanuel Macron peut aider à restaurer l'image très affaiblie de la France. Donald Trump est affaibli, Theresa May a perdu sa majorité absolue au parlement onze jours avant le début des négociations pour le Brexit, Vladimir Poutine doit essayer de trouver des alliés pour lever les sanctions qui pèsent sur la Russie. Angela Merkel apprécie d'avoir un président français avec qui il serait possible de relancer l'axe franco-allemand.

L'écart entre les performances de l'économie allemande et de l'économie française ne cesse de grandir.

Il y a un risque extrêmement fort de dérapage du déficit de la France en 2017.

Le déficit du commerce extérieur ne cesse de se creuser. Il faut vraiment agir vite.

Le déficit budgétaire reste sous surveillance étroite de Bruxelles. Il faudra négocier avec Bruxelles pour passer le cap de 2018. Heureusement, les créations d'emploi sont au plus haut depuis dix ans en France.

Les détenteurs de revenus financiers et immobiliers ainsi que les retraités, présentés comme « aisés » sont les triples perdants du début de quinquennat Macron avec la hausse de la CSG, leur exclusion de l'exonération de la taxe d'habitation et le report d'un an du prélèvement à la source. Ceux qui devraient investir pour créer des emplois vont une fois de plus financer une redistribution de pouvoir d'achat, puisque le gouvernement va supprimer les cotisations

d'assurance chômage acquittées par les seuls salariés. La redistribution de pouvoir d'achat avant d'avoir créé la richesse qui devrait être sa contrepartie est comme l'histoire nous l'a montré un très mauvais système.

La pression fiscale qui pèse sur les entreprises va être réduite avec un impôt sur les sociétés passant de 33% à 28%. Cette mesure devrait d'abord profiter aux entreprises qui réalisent moins de 75 000€ de bénéfices. Elle sera ensuite étendue en 2018 aux sociétés de plus de 500 000€ de bénéfices, puis en 2019 à toutes les entreprises. Le taux d'imposition étant ramené alors à 2019.

L'impôt sur les sociétés est en France un des plus élevés d'Europe. Il faudrait le ramener dans la moyenne. Et surtout l'alléger pour les PME qui souffrent d'un développement insuffisant. Il manque 100 000 entreprises de 300 salariés en France.

De nombreuses taxes s'ajoutent à l'impôt sur les sociétés, le Medef en a recensé plus de 120 : il existe une taxe sur les remontées mécaniques, une sur les pylônes électriques ou une autre sur les enseignes des commerçants (taxe locale sur la publicité extérieure). Sans parler de la taxe de balayage qui dépend de la surface à balayer par les agents municipaux. Beaucoup de ces impôts sont élevés. La CVAE et la CFE qui remplacent la taxe professionnelle pèsent pour une quinzaine de milliards d'euros. La taxe sur les salaires qui concerne notamment les banques frôle les 12 milliards d'euros. Le seul versement transport qui finance les transports en commun rapporte 6 Md€. La Cour des comptes a plusieurs fois tiré la sonnette d'alarme en soulignant que plusieurs de ces taxes sont assises sur les rémunérations, ce qui renchérit le coût du travail. Dans le rapport sur la fiscalité française et allemande, les magistrats de la rue Cambon ont chiffré à 24 Md€ le surcoût et rappelé que de telles taxes sur les salaires n'existent pas en Allemagne .

Ce qui est encore plus grave c'est que le taux implicite de l'impôt sur les sociétés (IS rapporté au résultat d'exploitation) est de 39% pour les entreprises de 10 à 249 salariés et de 19% pour les firmes de plus de 5000 salariés.

En matière d'impôt sur le revenu, la tranche Hollande à 75% a appauvri la France et les Français. Conformément à la « courbe de Laffer », au delà d'un certain seuil d'imposition, le produit de l'impôt sur le revenu a tendance à baisser, parce que les plus riches et les plus

talentueux sont découragés, ils s'organisent, ils retardent ou modifient les conditions de perception de leurs revenus, ils partent à l'étranger, ils s'arrêtent de travailler. C'est vrai en tout temps et en tous lieux. Lorsque les présidents Hoover et Roosevelt portèrent les taux supérieurs d'imposition sur les revenus à 63% en 1932 puis 79% en 1936, la contribution des 1% des foyers les plus aisés furent quasiment stables, passant de 1,1% du PIB en 1928 à 1% en 1940. Durant les hausses d'impôt des années Nixon, Ford et Carter, la contribution fiscale des 1% les plus riches fut réduite de 1,9% à 1,5% du PIB.

Aujourd'hui on a le sentiment qu'Emmanuel Macron est parfaitement conscient de cette réalité fiscale. Les mesures qui ont été annoncées vont dans la bonne direction. On a revanche pas encore bien compris d'où allait provenir la diminution des dépenses publiques. Pour le moment nous en sommes encore à la situation décrite par Sacha Guitry "Nous payons des impôts pour rétribuer des fonctionnaires chargés de veiller à ce que nous payions bien nos impôts afin de rétribuer d'autres fonctionnaires "....